leurs services leur dignité serait abaissée, et que partout leur influence diminuerait. Le bill en question fut rejeté par le Conseil, ce qui donna lieu à des disputes entre les deux Chambres. L'Assemblée, afin de forcer le Conseil de voter le montant demandé pour rémunérer les services des députés, l'inséra dans le bill des subsides, mais le Conseil jugea la chose inconstitutionnelle et rejeta le bill en entier, laissant la province sans ressources pour l'administration des affaires. Le secrétaire d'Etat, dans une dépêche en date du 9 juin 1796, indiqua le mode constitutionnel de procéder relativement aux bills par lesquels des sommes d'argent étaient votées. On pourra consulter cette dépêche. Ce n'est qu'à la session de 1788 que l'Assemblée sépara du bill général des subsides l'item pour rémunérer les services des députés, et, une fois ce changement fait, le Conseil, dans le but apparemment de mettre fin aux disputes, résolut de céder.

Au sujet de l'instruction, on trouve dans les documents relatifs à la Nouvelle-Ecosse des propositions pour l'établissement d'un collège dans cette province et pour la constitution de bourses dans les deux grandes universités anglaises en vue de permettre aux jeunes gens de talent de l'Amérique Britannique du Nord de compléter leurs études. Des propositions de ce genre furent aussi communiqués à Carleton, en ce qui concernait le Nouveau-Brunswick. Le 20 août 1790, Carleton fit rapport que des mesures avaient été prises pour fonder un établissement d'instruction supérieure au Nouveau-Brunswick et qu'une charte pour un collège avait été préparée, mais avait été ensuite abandonnée à la suite d'une dépêche reçue du secrétaire d'Etat. Il fit aussi rapport qu'une partie des terres mises de côté pour la dotation d'un collège avait été louée moyennant £100, le reste étant inculte et inproductif ; qu'une institution classique avait été en opération et que les commissaires scolaires espéraient pouvoir agrandir le plan d'instruction. Une dépêche en date du 8 novembre 1792 informa Carleton que l'institution classique ne serait pas négligée et que les avantages qu'offraient les bourses dans les universités devaient s'étendre à toutes les provinces de l'Amérique du Nord. On lui demanda aussi de transmettre une copie de la charte projetée pour le séminaire public et de donner des détails au sujet de ce qui avait été fait à l'institution classique ; Carleton se conforma à cette demande le 9 mars 1793.

Les disputes au sujet de la frontière entre le Nouveau-Brunswick et les Etats-Unis commencèrent peu de temps après la fin de la guerre. Les autorités du Massachusetts prétendaient que la rivière située le plus à l'est parmi les trois qui se jettent dans la baie de Passamaquoddy constituait la frontière occidentale du Nouveau-Brunswick (c'est-à-dire de la Nouvelle-Ecosse avant la division) ; Carleton ne voulut pas accepter cette manière de voir, mais il jugea à propos de remettre à plus tard la discussion de la question. Les procès-verbaux des délibérations des commissaires qui furent subséquemment nommés pour déterminer la frontière sont trop volumineux pour que je puisse en donner ici un résumé satisfaisant. Tous les documents seront transcrits, y compris ceux relatifs aux négociations qui suivirent le traité de Ghent. Les documents vont jusqu'à 1850, une permission spéciale ayant été obtenue pour faire copier ceux qui sont subséquents à 1842.

En prévision d'une attaque contre l'Amérique Britannique du Nord à la suite de la déclaration de guerre par la France, Carleton reçut instructions, le 8 février 1793, de lever un corps de 600 hommes pour la défense de la province et de faire venir de Halifax les armes nécessaires. Lors des menaces de guerre avec l'Espagne, en 1790, on avait demandé à lord Dorchester des armes pour la milice du Nouveau-Brunswick, mais les différends ayant été réglés, lord Dorchester avait jugé inutile de rien envoyer, de sorte